

La CR réplique au maire en dénonçant une pollution des eaux usées

© 13/11/2019 |  Terre-net Média

La **Coordination rurale**, opposé à l'arrêté anti-pesticides du maire de Langouët (Ille-et-Vilaine), a indiqué mercredi vouloir lui « demander des comptes » sur une « pollution » des effluents sortant de la station d'épuration de cette commune d'Ille-et-Vilaine, rejetés vers un ruisseau.

« L'analyse des effluents sortant de la **station d'épuration de la commune** a permis de mettre en évidence que les rejets contaminent le milieu aquatique », écrit la **Coordination rurale** dans un communiqué.

Après avoir fait analyser les effluents domestiques par le laboratoire nantais Inovalys, sous contrôle d'huissier, le syndicat dit avoir mis en évidence des « polluants chimiques et minéraux » (azote, phosphore, glyphosate) qui « contaminent le milieu aquatique » avec des valeurs limites de rejets qui « ne respectent pas les normes européennes ».

Le syndicat a expliqué avoir effectué ces mesures pour répondre à l'arrêté limitant l'usage des pesticides, annulé en justice, du maire de Langouët Daniel Cueff, qu'il qualifie de « donneur de leçon » et l'accuse de jeter « l'opprobre sur une profession durement touchée par les crises successives ».

« Nous n'acceptons plus d'être stigmatisés. Les pollutions sont multiples et, dans ce cas précis, ne proviennent pas de l'agriculture dans la mesure où la station d'épuration de Langouët est entourée de prés et de bois, loin des parcelles agricoles. Les pollutions viennent des urines, déjections humaines, mais aussi des lessives, des détergents, et restes de végétaux », a déclaré à l'AFP Bernard Lannes, président de la CR.

»

#Conferencepresse #NONauxZNT

La CR devant la mairie de Langouët pour présenter les analyses d'eau de la station d'épuration ! Plusieurs pollutions ont été détectées ! pic.twitter.com/Rq2EeNf9CI

— **Coordination Rurale (@coordinationrur) November 13, 2019**

« Je ne pense pas que les gens mettent du glyphosate dans leurs toilettes », a réagi Daniel Cueff pour qui le glyphosate « vient de l'agriculture ». « Nous sommes très conscients du problème », a-t-il par ailleurs indiqué, réfutant tout dépassement des normes. « Il y a des eaux parasites qui arrivent dans la lagune, avec une surcharge qui perturbe le bon fonctionnement de la station en lagunage. Nous venons d'acheter deux terrains pour faire un quatrième bassin dans lequel les eaux usées seront traitées par les plantes et algues pour arriver à une eau pure dans la rivière », a ajouté le maire. Selon lui, la Coordination rurale « tente de détourner l'attention alors que les habitants de Langouët respirent des pesticides mais ne boivent pas les eaux de la lagune ».